

Art. 18. Artikel 12 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

De Regering is bevoegd om het besluit dat genomen is met toepassing van artikel 4.1-1 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten te laten terugwerken tot ten vroegste 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 februari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) **Zitting 2023-2024**

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 644-1 - Commissieverslag, nr. 644-2 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 644-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 644-4
Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 februari 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/001714]

15 FEVRIER 2024. — Décret de la Communauté française relatif aux subventions accordées en vue de renforcer la dimension internationale des opérateurs culturels de la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° arts vivants : les domaines artistiques visés par l'article 67, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

2° musique : les domaines artistiques visés par l'article 70, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

3° arts plastiques : les domaines artistiques visés par l'article 73, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

4° lettres et livres : les domaines artistiques visés par l'article 76, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

5° cinéma et audiovisuel : les domaines artistiques visés par le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création individuelle et par le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de production de vidéos ;

6° patrimoines culturels : les domaines artistiques visés par l'article 54 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

7° Conseil supérieur de la culture : le conseil créé par le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

8° expert : une personne physique qui fait preuve d'une compétence, d'une connaissance ou d'une expérience particulière, dans le cadre d'une activité professionnelle, en matière de politiques culturelles, en lien avec le secteur couvert par la commission ;

9° observatoire des politiques culturelles : l'observatoire créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des politiques culturelles ;

10° opérateur culturel : toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui sollicite dans ce cadre un soutien de la Communauté française ;

11° politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 5° et 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

12° WBI : Wallonie-Bruxelles International, à savoir l'organisme d'intérêt public créé par l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles.

13° aide ponctuelle : aide financière ponctuelle attribuée à une personne physique ou morale ;

14° convention : dispositif contractuel accordant une aide financière à une personne morale, d'une durée de deux ou cinq ans.

CHAPITRE II. — *Dispositifs de soutien*

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions pour les activités visées à l'article 5. Ces subventions ont pour objectif de soutenir les opérateurs culturels dans leur démarche de renforcement de leur dimension internationale. Dans ce cadre, le Gouvernement peut accorder deux types de subventions :

- 1° l'aide ponctuelle ;
- 2° la convention.

§ 2. Le demandeur de l'aide visée à l'alinéa 1^{er} est un opérateur culturel ayant sa résidence principale ou son siège social dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui peut être considéré comme relevant exclusivement de la Communauté française en raison de ses activités.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2 du présent article, le Gouvernement peut octroyer des subventions à des personnes morales dont le siège social est situé en dehors de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale si l'activité soutenue garantit une plus-value pour la dimension internationale d'opérateurs culturels de la Communauté française.

Art. 3. § 1^{er}. L'opérateur culturel ayant bénéficié d'une subvention se conforme aux dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales et sociales, en particulier concernant la rémunération des artistes, auteurs, techniciens et administratifs.

§ 2. L'opérateur culturel ayant bénéficié d'une subvention se conforme également aux lois et règlements relatifs au séjour des étrangers du pays d'accueil et ne peut se livrer à aucune activité qui soit en opposition avec la Constitution et la législation du pays d'accueil.

Art. 4. § 1^{er}. Les conditions de reconnaissance ou de subventionnement et leur mise en œuvre ne portent pas atteinte à la liberté d'expression.

§ 2. Sans préjudice des dispositions particulières qui y sont relatives, la reconnaissance et le subventionnement ne pourront pas intervenir au bénéfice, d'une part, des personnes morales ou, d'autre part, des personnes physiques qui appartiennent à un organisme ou une association dont il est établi par une décision de justice coulée en force de chose jugée qu'ils ne respectent pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des génocides commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention à un opérateur culturel pour le développement d'activités dans au moins l'un des secteurs suivants :

- 1° les arts plastiques et patrimoines culturels ;
- 2° les arts vivants ;
- 3° le cinéma et l'audiovisuel ;
- 4° les lettres et le livre ;
- 5° la musique.

§ 2. L'aide visée au paragraphe 1^{er} est octroyée après avis motivé de la commission culturelle consultative concernée et selon les conditions définies par le présent décret, pour la réalisation d'au moins l'une des activités suivantes :

- 1° la création, la production la présentation, la diffusion ou la promotion d'œuvres à l'international ;
- 2° la réalisation d'outils promotionnels visant à favoriser le développement international de l'opérateur culturel, de l'activité, du secteur concerné de la Communauté française ;
- 3° la traduction d'œuvres, de publications ou d'outils promotionnels ;
- 4° la formation ou le coaching visant à favoriser le développement international de l'opérateur culturel, de l'activité, du secteur concerné de la Communauté française ;
- 5° l'accueil d'œuvres ou de professionnels internationaux favorisant la participation des opérateurs culturels de la Communauté française aux réseaux internationaux ;
- 6° la prospection de marchés culturels internationaux ;
- 7° la cession de droits d'œuvres originales à l'international ;
- 8° la participation à des concours, événements et appels à projets exceptionnels ;
- 9° la participation à des événements internationaux de promotion de secteurs culturels de la Communauté française et à une manifestation culturelle à l'étranger ;
- 10° la participation à une résidence d'artiste à l'international.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles un jury spécifique peut être établi dans le cadre de l'organisation d'une activité exceptionnelle et de grande envergure. Une activité est considérée exceptionnelle et de grande envergure par :

- 1° son rayonnement international, attirant l'attention et la participation d'artistes, de professionnels du secteur ou d'un public étranger ;
- 2° son impact culturel apportant ainsi une contribution significative au secteur culturel concerné que ce soit par son influence internationale ou par la visibilité qu'elle offre au secteur ;
- 3° son organisation nécessitant des ressources financières importantes, dépassant les budgets habituels alloués aux projets culturels ;
- 4° son organisation impliquant des partenariats significatifs avec d'autres institutions culturelles, entreprises ou entités variées ;
- 5° l'attirance générée par l'organisation de l'activité d'un large public, générant des retombées sociales et économiques significatives pour la région où l'activité se déroule ;
- 6° la reconnaissance institutionnelle qui lui est accordée via le soutien qui lui est octroyé par des organismes culturels ou institutions.

Art. 6. § 1^{er}. Toute demande d'aide est examinée par une commission culturelle consultative conformément au présent décret et selon les critères d'appréciation généraux suivants :

- 1° le renforcement de l'internationalisation d'opérateurs culturels de la Communauté française ;
- 2° le développement de la mise en marché, du réseautage, de l'expertise ou du rayonnement d'opérateurs culturels de la Communauté française ;
- 3° la qualité et l'excellence de l'œuvre artistique ou du projet culturel ou créatif ;
- 4° la capacité de participer au rayonnement de la Communauté française ;
- 5° l'adéquation des prévisions budgétaires avec le projet pour lequel un soutien est demandé.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er} du présent article, le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles les aides ponctuelles visées à l'article 5, paragraphe 2, 9°, pour ce qui concerne les frais de transport d'objets et de personnes, peuvent être octroyées sans avis préalable de la commission culturelle consultative concernée, lorsqu'elles ne dépassent pas le montant de 400€.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes, les aides ponctuelles visées à l'article 2 sont attribuées en respectant les critères de priorité suivants, la préférence étant accordée de manière décroissante :

- a) d'abord aux projets permettant le développement de la mise en marché des œuvres artistiques ou des projets culturels ou créatifs ;
- b) ensuite aux projets visant le renforcement de l'internationalisation d'opérateurs culturels de la Communauté française ;
- c) enfin, aux autres types de projets.

§ 2. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes, les conventions visées à l'article 2 sont attribuées en respectant les critères de priorité suivants, la préférence étant accordée de manière décroissante :

- a) d'abord aux projets démontrant une capacité de participer au rayonnement de la Communauté française ;
- b) ensuite aux projets visant le développement de la mise en marché des œuvres artistiques ou des projets culturels ou créatifs ;
- c) enfin, aux autres types de projets.

CHAPITRE III. — Commissions culturelles consultatives

Section 1^{ère}. — Des Commissions et de leurs missions

Art. 8. Cinq commissions culturelles consultatives sont créées dans le but de conseiller le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre des politiques culturelles à dimension internationale et l'octroi des subventions visant à renforcer la dimension internationale des opérateurs culturels de la Communauté française. Les cinq commissions culturelles consultatives concernent :

- 1° les arts plastiques et patrimoines culturels ;
- 2° les arts vivants ;
- 3° le cinéma et l'audiovisuel ;
- 4° les lettres et le livre ;
- 5° la musique.

Lorsqu'une demande relève de la compétence de plusieurs commissions consultatives, WBI détermine la commission compétente en concertation avec le demandeur.

Art. 9. § 1^{er}. Les commissions culturelles consultatives sont chargées de formuler un avis motivé préalable aux décisions d'octroi individuelles dans les domaines qui relèvent de leur compétence.

§ 2. Les commissions culturelles consultatives peuvent également formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou de WBI, des avis et recommandations sur :

- les dispositifs de soutien consacrés à la diffusion internationale des opérateurs culturels de la Communauté française ;
- les documents destinés à l'examen des dossiers, et ce sans préjudice des règles spécifiques éventuellement prévues par WBI ou par une législation spécifique ;
- la programmation d'artistes de la Communauté française lors de manifestations auxquelles WBI est associé.

Section 2. — Composition

Art. 10. § 1^{er}. Les commissions culturelles consultatives sont composées chacune d'experts et de représentants de l'administration, répartis comme suit :

1° sept experts qui disposent d'une voix délibérative, désignés par le Gouvernement après avoir recueilli l'avis des fédérations professionnelles reconnues dans le secteur visé ;

2° trois membres maximum représentant l'administration : agents de WBI et de l'Administration générale de la Culture. Ces membres disposent d'une voix consultative. Les Commissions invitent un représentant de la Cocof pour les sessions qui le requièrent. Ce représentant dispose d'une voix consultative.

Pour chaque membre effectif visé au paragraphe 1^{er}, 1°, il est désigné un membre suppléant. Le membre suppléant est du même sexe que le membre effectif auquel il est attaché.

§ 2. Les membres de l'Administration générale de la Culture communiquent, aux commissions culturelles consultatives auxquelles ils participent, la liste des aides octroyées dans le cadre d'un dispositif d'aide à la diffusion des productions artistiques professionnelles en Communauté française, aux productions artistiques pour lesquelles un subventionnement est sollicité dans le cadre du présent décret.

§ 3. Les productions artistiques subventionnées par la Communauté française dans le cadre d'un dispositif d'aide à la diffusion des productions artistiques professionnelles en Communauté française sont réputées répondre aux conditions de recevabilité du mécanisme de subventionnement concerné dans le cadre du présent décret.

Art. 11. Les commissions culturelles consultatives désignent chacune, parmi les membres disposant d'une voix délibérative, une présidence et une vice-présidence, pour un mandat d'une durée de trois ans, renouvelable une fois.

Art. 12. Le Gouvernement arrête les modalités de l'appel public à candidatures ainsi que la procédure de désignation des membres des commissions culturelles consultatives.

Dans ce cadre, il s'assure que la composition de ces commissions reflète la multiplicité et la diversité des formes artistiques du secteur concerné.

Art. 13. Les membres sont nommés par le Gouvernement pour un mandat d'une durée de cinq ans, renouvelable une fois, sur base des candidatures reçues et instruites par WBI. Au terme de ce mandat, chaque membre continue à assurer sa présence à la Commission jusqu'à son remplacement, qui doit être réalisé dans l'année.

Art. 14. Est réputé démissionnaire tout membre qui, au cours d'une même année, manque trois réunions sans en avoir préalablement informé le secrétariat.

Le Gouvernement peut mettre fin au mandat d'un membre d'une commission culturelle consultative dans les cas suivants :

1° à la demande du membre concerné ;

2° à la demande du Président ou du secrétaire de la commission consultative à laquelle le membre concerné siège, après avoir recueilli l'avis de ladite commission.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 15. Les commissions culturelles consultatives sont régies par un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement. Toute modification du règlement d'ordre intérieur est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Les membres respectent les règles de déontologie visées par le règlement d'ordre intérieur, visant notamment à garantir la dignité de la fonction exercée et à prévenir les situations de conflits d'intérêts.

Art. 16. Les commissions culturelles consultatives ne peuvent valablement délibérer que si au moins la moitié des membres avec voix délibérative est présente ou représentée. Un membre ne peut détenir qu'une seule procuration. Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'organisation des réunions organisées de manière virtuelle.

Art. 17. Les avis motivés des commissions culturelles consultatives sont rendus par consensus des membres avec voix délibérative. En l'absence de consensus, ils sont rendus à la majorité simple des membres avec voix délibératives. En cas de parité des votes, la voix du Président est prépondérante.

Art. 18. Le secrétariat des commissions culturelles consultatives est assuré par WBI.

Section 4. — Indemnités de présence et frais de déplacement

Art. 19. Les membres disposant d'une voix délibérative reçoivent une indemnité de présence et, le cas échéant, un remboursement des frais de déplacement réalisés, dont le gouvernement arrête le montant et les modalités d'octroi.

Section 5. — Transparence et publicité des travaux

Art. 20. § 1^{er}. WBI établit annuellement un bilan d'activités portant sur les subventions visées par le présent décret et sur les activités des commissions culturelles consultatives au cours de l'année civile écoulée. Ce bilan annuel d'activités comprend au moins les éléments suivants :

1° la liste des membres des commissions culturelles consultatives, mentionnant :

a) un relevé du taux de présence ;

b) les indemnités versées ;

c) les mandats vacants ;

2° les avis et recommandations formulées d'initiative ou à la demande du Gouvernement remis par les commissions culturelles consultatives, ainsi que la liste des personnes extérieures auditionnées dans ce cadre ;

3° le nombre de demandes et la liste des décisions de soutien, incluant les montants des subventions accordées ;

4° une analyse transversale et prospective des recommandations sectorielles formulées.

§ 2. Sous réserve d'autres délais de conservation qui seraient arrêtés par le Gouvernement, le traitement des données personnelles et de toute autre donnée sensible récoltée dans le cadre du bilan d'activité visé au paragraphe 1^{er} du présent article sera conforme aux normes de protection de données, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les données récoltées et traitées par WBI dans ce cadre sont conservées pendant une période de 10 ans débutant le premier jour qui suit celui de la réception des données.

Art. 21. Les commissions culturelles consultatives transmettent à WBI, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année civile, les éléments constitutifs du bilan annuel d'activités qui les concernent.

Art. 22. § 1^{er}. Au plus tard cinq mois après la fin de l'année civile précédente, le bilan annuel d'activités est transmis au Gouvernement, au Parlement, à l'Administration générale de la Culture, au Conseil supérieur de la Culture, à l'Observatoire des politiques culturelles et à tous les membres des commissions culturelles consultatives.

§ 2. WBI assure la publication du bilan annuel d'activités sur son site internet.

§ 3. WBI organise annuellement une séance publique rassemblant les professionnels du secteur culturel, les membres des commissions culturelles consultatives et les membres des agences Wallonie-Bruxelles et y présente le bilan annuel d'activités.

CHAPITRE IV. — Procédure d'octroi et de retrait des demandes de soutien

Section 1^{ère}. — Procédure d'octroi

Art. 23. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi de la subvention. Le dossier de demande soumis par l'opérateur culturel inclus au minimum les éléments suivants :

1° la nature du soutien souhaité ;

2° une description détaillée de l'œuvre ou du projet pour lequel le soutien est sollicité ;

3° l'ensemble des documents et informations nécessaires à la recevabilité de la demande, conformément aux exigences spécifiées dans le formulaire de demande visé au paragraphe 1 du présent article ;

4° l'ensemble des documents et informations nécessaires à la délibération de la commission culturelle consultative compétente au regard de la demande de soutien, suivant les critères de recevabilité et de sélection requis pour accorder ce soutien.

Section 2. — Procédure de retrait

Art. 24. § 1^{er}. Un opérateur culturel peut se voir retirer une subvention qui lui a été accordée :

1° s'il ne respecte pas les missions qui lui incombent par ou en vertu des dispositions du décret;

2° s'il ne l'utilise pas conformément aux conditions qui lui sont imposées lors de l'octroi du soutien ;

3° s'il reste en défaut d'une justification demandée.

§ 2. Dès qu'un manquement est constaté, WBI notifie l'opérateur culturel par lettre recommandée contenant notamment, les griefs qui lui sont reprochés.

§ 3. L'opérateur culturel dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour se conformer aux dispositions de la lettre recommandée.

§ 4. Si à l'échéance de ce délai, l'opérateur culturel ne s'est pas conformé aux dispositions de la lettre recommandée, WBI peut retirer le soutien après avoir entendu l'opérateur culturel, dans un délai de quinze jours ouvrables.

L'opérateur culturel concerné doit répondre à la convocation adressée dans la lettre recommandée dans un délai de huit jours ouvrables avant la date fixée pour l'entretien. Si l'opérateur culturel ne se rend pas disponible, WBI peut décider du retrait de la subvention sans l'avoir entendu.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 25. L'évaluation du présent décret est assurée par les services du Gouvernement, au minimum une fois tous les trois ans à dater de son entrée en vigueur.

Le rapport d'évaluation est transmis au Gouvernement, au Parlement, au Conseil supérieur de la Culture, à l'Administration générale de la Culture et à l'Observatoire des politiques culturelles.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 février 2024.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

Ministre de l'Education,

C. DESIR

—
Note

(1) **Session 2023-2024**

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 645-1 – Amendement(s) en séance, n° 645-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 645-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 14 février 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001714]

15 FEBRUARI 2024. — Decreet van de Franse Gemeenschap betreffende de subsidies toegekend om de internationale dimensie van de culturele operatoren van de Franse Gemeenschap te bevorderen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° levende kunsten: de artistieke gebieden bedoeld in artikel 67, 1°, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbeleid;

2° muziek: de artistieke gebieden bedoeld in artikel 70, 1°, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbeleid;

3° beeldende kunsten: de artistieke gebieden bedoeld in artikel 73, 1°, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbeleid;

4° literatuur en boeken: de artistieke gebieden die vallen onder artikel 76, 1°, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbeleid;

5° film- en audiovisuele sector: de artistieke gebieden die vallen onder het decreet van 10 november 2011 inzake steun voor film en individuele creatie en onder het decreet van 4 februari 2021 inzake audiovisuele mediadiensten en videodelende diensten;

6° cultureel erfgoed: de artistieke gebieden die vallen onder artikel 54 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbeleid;

7° Hoge Raad voor Cultuur: de raad die is opgericht bij het decreet van 28 maart 2019 over het nieuwe cultuurbeleid ;

8° deskundige: een natuurlijk persoon die beroepshalve bewijst geeft van een bijzondere deskundigheid, kennis of ervaring op het gebied van cultuurbeleid in verband met de sector waarop de commissie betrekking heeft;

9° Waarnemingsdienst voor het cultuurbeleid: de waarnemingspost die is opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van de Waarnemingspost voor het cultuurbeleid;

10° culturele operator: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon wiens activiteiten binnen het kader van het cultuurbeleid vallen en die in deze context de steun van de Franse Gemeenschap aanvraagt;

11° cultuurbeleid: het beleid van de Franse Gemeenschap op cultureel vlak bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 5° en 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

12° WBI: "Wallonie-Bruxelles International", d.w.z. de instelling van openbaar nut die werd opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarbij een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles" wordt opgericht.

13° eenmalige bijstand: eenmalige financiële bijstand verleend aan een natuurlijke of rechtspersoon;

14° overeenkomst: contractuele afspraak waarbij financiële steun wordt verleend aan een rechtspersoon voor een periode van twee of vijf jaar.

HOOFDSTUK II. — *Ondersteunende systemen*

Art. 2. § 1. De Regering kan subsidies toekennen voor de activiteiten bedoeld in artikel 5. Deze subsidies hebben tot doel de culturele operatoren te ondersteunen bij hun inspanningen om hun internationale dimensie te bevorderen. In dit kader kan de Regering twee soorten subsidies toekennen:

1° eenmalige bijstand;

2° de overeenkomst.

§ 2 De aanvrager van de steun bedoeld in het eerste lid is een culturele operator die zijn hoofdverblijfplaats of maatschappelijke zetel heeft in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die door zijn activiteiten kan worden geacht onder de exclusieve bevoegdheid van de Franse Gemeenschap te vallen.

§ 3 In afwijking van paragraaf 2 van dit artikel kan de Regering subsidies toekennen aan rechtspersonen van wie de maatschappelijke zetel gevestigd is buiten het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, als de gesteunde activiteit een meerwaarde waarborgt voor de internationale dimensie van de culturele operatoren in de Franse Gemeenschap.

Art. 3. § 1. De culturele operator die een subsidie heeft ontvangen, leeft de wettelijke bepalingen inzake de uitoefening van zijn activiteit na en komt zijn fiscale en sociale verplichtingen na, meer specifiek wat betreft de bezoldiging van kunstenaars, auteurs, technici en administratief personeel.

§ 2 De culturele operator die een subsidie heeft ontvangen, moet ook de wet- en regelgeving met betrekking tot het verblijf van buitenlanders in het gastland naleven en mag geen activiteiten ontplooiën die in strijd zijn met de grondwet en de wetgeving van het gastland.

Art. 4. § 1. De voorwaarden voor erkenning of subsidie en de uitvoering daarvan mogen geen inbreuk maken op de vrijheid van meningsuiting.

§ 2. Onverminderd de specifieke bepalingen dienaangaande, kunnen de erkenning en de subsidies niet worden toegekend enerzijds aan rechtspersonen en anderzijds aan natuurlijke personen die deel uitmaken van een instelling of vereniging waarvan bij een definitieve rechterlijke beslissing is vastgesteld dat zij de democratische beginselen, zoals vervat in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, niet eerbiedigt, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en vreemdelingenhaat ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van genocide gepleegd door het nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog of enige andere vorm van genocide.

Art. 5. § 1. De Regering kan een subsidie toekennen aan een culturele operator voor de ontwikkeling van activiteiten in ten minste één van de volgende sectoren:

1° beeldende kunst en cultureel erfgoed;

2° de levende kunsten;

3° film- en audiovisuele sector;

4° brieven en boek;

5° muziek.

§ 2 De steun bedoeld in paragraaf 1 wordt toegekend na een gemotiveerd advies van de bevoegde culturele adviescommissie en volgens de voorwaarden bepaald door dit decreet, voor minstens één van de volgende activiteiten:

1° de creatie, productie, presentatie, distributie of promotie van werken in het buitenland;

2° het produceren van promotiemiddelen om de internationale ontwikkeling van de betrokken culturele operator, activiteit of sector in de Franse Gemeenschap aan te moedigen;

3° vertaling van werken, publicaties of promotiemiddelen;

4° opleiding of begeleiding om de internationale ontwikkeling van de betrokken culturele operator, activiteit of sector in de Franse Gemeenschap te bevorderen;

5° het ontvangen van internationale werken of professionals om de deelname van culturele operatoren uit de Franse Gemeenschap aan internationale netwerken aan te moedigen;

- 6° prospectie voor internationale culturele markten;
- 7° overdracht van internationale rechten op originele werken;
- 8° deelname aan wedstrijden, evenementen en oproepen voor uitzonderlijke projecten;
- 9° deelname aan internationale evenementen om de culturele sectoren van de Franse Gemeenschap te promoten en aan een cultureel evenement in het buitenland;
- 10° deelname aan een internationale kunstenaarsresidentie.

§ 3 In afwijking van paragraaf 2 bepaalt de Regering de nadere regels volgens welke een specifieke jury kan worden ingesteld in het kader van de organisatie van een uitzonderlijke en grootschalige activiteit. Een activiteit wordt als uitzonderlijk en grootschalig beschouwd als gevolg van:

- 1° haar internationale bereik, het aantrekken van de aandacht en deelname van kunstenaars, professionals uit de industrie en buitenlands publiek;
- 2° haar culturele impact, die een belangrijke bijdrage levert aan de betrokken culturele sector, hetzij door zijn internationale invloed, hetzij door de zichtbaarheid die het de sector biedt;
- 3° het feit dat de organisatie ervan aanzienlijke financiële middelen vereist, die verder gaan dan de gebruikelijke budgetten voor culturele projecten;
- 4° haar organisatie, die belangrijke partnerschappen met andere culturele instellingen, bedrijven en diverse andere entiteiten omvat;
- 5° de aantrekkingskracht die wordt gegenereerd door de organisatie van de activiteit voor een groot publiek, waardoor aanzienlijke sociale en economische spin-offs ontstaan voor de regio waar de activiteit plaatsvindt;
- 6° de institutionele erkenning door steun van culturele instanties en instellingen.

Art. 6. § 1. Alle steunaanvragen worden onderzocht door een culturele adviescommissie in overeenstemming met dit decreet en met inachtneming van de volgende algemene beoordelingscriteria:

- 1° de versterking van de internationalisering van culturele operatoren in de Franse Gemeenschap;
- 2° het ontwikkelen van marketing, netwerken, expertise en invloed van culturele operatoren in de Franse Gemeenschap;
- 3° de kwaliteit en uitmuntendheid van het artistieke werk of het culturele of creatieve project;
- 4° het vermogen om bij te dragen aan de invloed van de Franse Gemeenschap;
- 5° de begrotingsramingen zijn in overeenstemming met het project waarvoor steun wordt aangevraagd.

§ 2 In afwijking van paragraaf 1 van dit artikel bepaalt de Regering de voorwaarden waaronder de eenmalige subsidies bedoeld in artikel 5, tweede paragraaf, 9°, met betrekking tot de kosten voor het vervoer van voorwerpen en personen, kunnen worden toegekend zonder voorafgaand advies van de betrokken culturele adviescommissie, wanneer ze het bedrag van 400 euro niet overschrijden.

Art. 7. § 1. Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle aanvragen te voldoen, worden de in artikel 2 bedoelde eenmalige subsidies toegekend volgens de volgende prioriteitscriteria, waarbij de voorkeur wordt gegeven in dalende volgorde:

- a) ten eerste aan projecten die bijdragen tot de ontwikkeling van de marketing van artistieke werken of culturele of creatieve projecten;
- b) dan aan projecten die gericht zijn op het versterken van de internationalisering van culturele operatoren van de Franse Gemeenschap;
- c) aan andere soorten projecten.

§ 2 Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle verzoeken te voldoen, worden de in artikel 2 bedoelde overeenkomsten toegekend overeenkomstig de volgende prioriteitscriteria, waarbij de voorkeur in dalende volgorde wordt gegeven:

- a) ten eerste, aan projecten die aantonen dat ze kunnen bijdragen aan de invloed van de Franse Gemeenschap;
- b) dan aan projecten die gericht zijn op de ontwikkeling van de marketing van artistieke werken of culturele of creatieve projecten;
- c) aan andere soorten projecten.

HOOFDSTUK III. — Culturele adviescommissies

Afdeling 1. — Commissies en hun opdrachten

Art. 8. Er zijn vijf culturele adviescommissies opgericht om de regering te adviseren over de uitvoering van het cultuurbeleid met een internationale dimensie en de toekenning van subsidies om de internationale dimensie van de culturele operatoren van de Franse Gemeenschap te bevorderen. De vijf culturele adviescommissies hebben betrekking op:

- 1° beeldende kunst en cultureel erfgoed;
- 2° de levende kunsten;
- 3° film- en audiovisuele kunsten;
- 4° brieven en boek;
- 5° muziek.

Als een aanvraag onder de bevoegdheid van meer dan één adviescommissie valt, bepaalt WBI in overleg met de aanvrager welke commissie bevoegd is.

Art. 9. § 1. De culturele adviescommissies zijn belast met het formuleren van een met redenen omkleed advies voorafgaand aan individuele toekenningsbesluiten in de gebieden waarvoor zij verantwoordelijk zijn.

§ 2 De culturele adviescommissies kunnen ook op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of WBI adviezen en aanbevelingen formuleren over:

- steunregelingen voor de internationale distributie van culturele operatoren van de Franse Gemeenschap;

- het verzenden van documenten bestemd voor dossieronderzoek, onverminderd eventuele specifieke regels van WBI of specifieke wetgeving;
- het programmeren van kunstenaars uit de Franse Gemeenschap op evenementen waarbij WBI betrokken is.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 10. § 1. De culturele adviescommissies zijn elk samengesteld uit deskundigen en vertegenwoordigers van de administratie, als volgt verdeeld:

1° zeven deskundigen met stemrecht, benoemd door de regering na raadpleging van erkende beroepsfederaties in de betrokken sector;

2° maximaal drie leden die de administratie vertegenwoordigen: ambtenaren van WBI en de Algemene Cultuuradministratie. Deze leden hebben een adviserende stem. De Commissies nodigen een vertegenwoordiger van Cocof uit voor vergaderingen waar nodig. Deze vertegenwoordiger heeft een adviserende stem.

Voor elk werkend lid bedoeld in de eerste paragraaf, 1°, wordt een plaatsvervanger benoemd. De plaatsvervanger is van hetzelfde geslacht als het werkend lid met wie hij is verbonden.

§ 2 De leden van de Algemene Cultuuradministratie voor delen aan de culturele adviescommissies waaraan ze deelnemen, de lijst mee van de subsidies die in het kader van een steunregeling voor de verspreiding van professionele artistieke producties in de Franse Gemeenschap worden toegekend aan artistieke producties waarvoor een subsidie wordt aangevraagd in het kader van dit decreet.

§ 3 Artistieke producties die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd in het kader van een steunregeling voor de verspreiding van professionele artistieke producties in de Franse Gemeenschap, worden geacht te voldoen aan de subsidiëeringsvoorwaarden van het betrokken subsidiemechanisme in het kader van dit decreet.

Art. 11. Elk van de culturele adviescommissies benoemt uit zijn stemgerechtigde leden een voorzitter en een vicevoorzitter voor een ambtstermijn van drie jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

Art. 12. De regering bepaalt de voorwaarden van de openbare oproep tot kandidaten en de procedure voor de benoeming van de leden van de culturele adviescommissies.

In deze context zorgt het ervoor dat de samenstelling van deze commissies de veelheid en diversiteit van kunstvormen in de betrokken sector weerspiegelt.

Art. 13. De leden worden benoemd door de regering voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden verlengd, op basis van aanmeldingen die zijn ontvangen en onderzocht door WBI. Aan het einde van hun ambtstermijn blijven de leden lid van de Commissie totdat ze worden vervangen, wat binnen het jaar moet gebeuren.

Art. 14. Elk lid dat drie vergaderingen per jaar mist zonder het secretariaat hiervan op voorhand op de hoogte te stellen, wordt geacht ontslag te hebben genomen.

De regering kan het mandaat van een lid van een culturele adviescommissie beëindigen in de volgende gevallen :

1° op verzoek van het betrokken lid;

2° op verzoek van de voorzitter of de secretaris van de adviescommissie waarin het betrokken lid zitting heeft, na advies van genoemde commissie.

Afdeling 3. — Werking

Art. 15. De culturele adviescommissies vallen onder een huishoudelijk reglement dat door de regering is goedgekeurd. Elke wijziging van het reglement moet door de regering worden goedgekeurd.

De leden houden zich aan de gedragsregels die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement, dat inzonderheid bedoeld is om de waardigheid van hun ambt te waarborgen en belangenconflicten te voorkomen.

Art. 16. De culturele adviescommissies kunnen alleen geldig beraadslagen als ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Een lid mag slechts over één volmacht beschikken. Het huishoudelijk reglement legt de nadere regels vast voor het organiseren van vergaderingen die virtueel plaatsvinden.

Art. 17. De met redenen omklede adviezen van de culturele adviescommissies worden uitgebracht bij consensus van de stemgerechtigde leden. Als er geen consensus is, worden ze uitgebracht bij gewone meerderheid van de stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 18. Het secretariaat voor de culturele adviescommissies wordt verzorgd door WBI.

Afdeling 4. — Aanwezigheidsvergoedingen en reiskosten

Art. 19. Stemgerechtigde leden ontvangen een presentiegeld en, indien van toepassing, een vergoeding voor gemaakte reiskosten, waarvan het bedrag en de voorwaarden worden bepaald door de regering.

Afdeling 5 — Transparantie en bekendmaking van de werkzaamheden

Art. 20. § 1. WBI stelt jaarlijks een activiteitenverslag op over de subsidies bedoeld in dit decreet en de activiteiten van de culturele adviescommissies tijdens het afgelopen kalenderjaar. Dit jaarlijks activiteitenverslag bevat minstens de volgende gegevens:

1° de lijst van leden van de culturele adviescommissies, met inbegrip van:

a) een presentielijst;

b) gestorte vergoedingen;

c) vacante mandaten;

2° de adviezen en aanbevelingen die de culturele adviescommissies op eigen initiatief of op verzoek van de regering hebben uitgebracht en de lijst van externe personen die in dit kader zijn gehoord;

3° het aantal aanvragen en de lijst van steunbeslissingen, met inbegrip van de toegekende subsidiebedragen;

4° een sectoroverschrijdende en toekomstgerichte analyse van de sectorale aanbevelingen.

§ 2 Behoudens andere door de Regering vast te stellen bewaartermijnen, voldoet de verwerking van persoonsgegevens en andere gevoelige gegevens die worden verzameld in het kader van de in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde activiteitenevaluatie aan de gegevensbeschermingsnormen overeenkomstig Verordening (EU)

2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens.

De in dit kader door WBI verzamelde en verwerkte gegevens worden bewaard voor een periode van 10 jaar vanaf de eerste dag na ontvangst van de gegevens.

Art. 21. Binnen drie maanden na afloop van elk kalenderjaar sturen de culturele adviescommissies de relevante informatie voor hun jaarlijkse activiteitenverslag naar WBI.

Art. 22. § 1. Uiterlijk vijf maanden na afloop van het voorafgaande kalenderjaar wordt het jaarlijkse activiteitenverslag toegezonden aan de Regering, het Parlement, de Algemene Administratie voor Cultuur, de Hoge Raad voor Cultuur, de Waarnemingsdienst voor Cultuurbeleid en aan alle leden van de culturele adviescommissies.

§ 2 WBI publiceert haar jaarverslag op haar website.

§ 3 WBI organiseert jaarlijks een publieke bijeenkomst voor professionals uit de culturele sector, leden van de culturele adviescommissies en leden van de agentschappen Wallonië-Brussel en stelt het jaarlijkse activiteitenverslag voor.

HOOFDSTUK IV. — Procedure voor de toekenning en intrekking van steunaanvragen

Afdeling 1. — Toekenningsprocedure

Art. 23. De regering bepaalt de procedure voor de toekenning van de subsidie. Het aanvraagdossier dat door de culturele operator wordt ingediend, bevat minstens de volgende elementen:

1° het type ondersteuning dat nodig wordt geacht;

2° een gedetailleerde beschrijving van het werk of het project waarvoor steun wordt aangevraagd;

3° alle bescheiden en gegevens die voor de ontvankelijkheid van de aanvraag noodzakelijk zijn, overeenkomstig de vereisten die zijn vastgesteld in het in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde aanvraagformulier ;

4° alle documenten en informatie die de Culturele Adviescommissie nodig heeft om te kunnen beraadslagen over de steunaanvraag, in overeenstemming met de ontvankelijkheids- en selectiecriteria die vereist zijn om deze steun toe te kennen.

Afdeling 2. — Procedure voor intrekking

Art. 24. § 1. Een culturele operator kan een aan hem toegekende subsidie ingetrokken worden:

1° indien hij niet voldoet aan de verplichtingen die bij of krachtens de bepalingen van het decreet op hem rusten;

2° als de subsidie niet wordt gebruikt in overeenstemming met de voorwaarden die werden opgelegd toen de steun werd toegekend;

3° als het de gevraagde rechtvaardiging niet geeft.

§ 2 Zodra een inbreuk wordt vastgesteld, brengt WBI de culturele operator per aangetekende brief op de hoogte met in het bijzonder de grieven waarvan hij beschuldigd wordt.

§ 3 De culturele operator beschikt over dertig werkdagen om te voldoen aan de bepalingen van de aangetekende brief.

§ 4 Indien de culturele operator bij het verstrijken van deze termijn de bepalingen van de aangetekende brief niet heeft nageleefd, kan WBI, na de culturele operator gehoord te hebben, de steun intrekken binnen een termijn van vijftien werkdagen.

De betrokken culturele operator moet binnen de acht werkdagen na de vastgelegde datum voor het onderhoud reageren op de uitnodiging in de aangetekende brief. Indien de culturele operator zich niet beschikbaar stelt, kan WBI beslissen de subsidie in te trekken zonder hem gehoord te hebben.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 25. Dit decreet zal minstens om de drie jaar vanaf de datum van inwerkingtreding worden geëvalueerd door de regeringsdiensten.

Het evaluatierapport wordt naar de regering, het Parlement, de Hoge Raad voor Cultuur, de Algemene Cultuuradministratie en de Waarnemingsdienst voor het cultuurbeleid gestuurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 februari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonië-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) **Zitting 2023-2024**

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 645-1 – Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 645-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 645-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 februari 2024.